

77^{ème} Congrès

de l'UNEF

14/15/16 ET 17 DÉCEMBRE 1995

M O N T P E L L I E R

“

Avec son 77^e Congrès, l'UNEF entend mieux occuper la place qui est la sienne : celle d'un syndicat au plus proche de la vie étudiante. Ce congrès, nous avons à cœur de le préparer publiquement et d'abord avec toi.



Aujourd'hui nous te soumettons notre texte préparatoire pour que toi aussi tu y contribues, que tu le renforces de ton expérience, tes idées, tes propositions.”

TEXTE PRÉPARATOIRE

Préambule

Nous allons l'an prochain avec l'anniversaire de la charte de Grenoble, fêter la naissance officielle du syndicalisme étudiant. Cette charte très imprégnée des idées du Conseil National de la Résistance définissait les principes d'un statut social de l'étudiant, sa place dans la société et le monde et le présentait comme un investissement pour l'avenir.

▲ C'est dans ces principes que se fonde l'identité de l'UNEF.

Depuis cinquante ans en effet, notre syndicat s'est toujours battu pour une université ouverte à tous, démocratique et plurielle, contre toutes les formes de sélection.

De la lutte pour l'indépendance de l'Algérie hier, au respect de l'égalité entre étudiants français et étrangers aujourd'hui, du refus de l'instauration de *numerus clausus* à l'entrée des universités à la bataille actuelle du *SOS-Inscription*, de l'exigence d'un Enseignement Supérieur laïc et gratuit au refus des *Facs Pasqua*, nous avons donné un sens à notre intervention.

▲ Améliorer nos conditions de vie et d'études, cela ne se fera pas sans changer l'université, sans y associer pleinement les étudiants.

Depuis nos derniers congrès, nous avons donc travaillé avec force à faire grandir un syndicat rassembleur et ouvert.

Ni syndicat partisan ni syndicat d'accompagnement des réformes gouvernementales.

Ce que nous construisons, c'est un syndicat au cœur des cours, un syndicat dont l'activité se décline au quotidien avec ses associations, un syndicat utile aux étudiants, un syndicat de luttes qui a la volonté d'intervenir sur tous les sujets, dont chaque adhérent est le moteur.

▲ L'UNEF a progressé ; elle remplit mieux son rôle d'outil et de force de propositions pour les luttes étudiantes.

Cette reconnaissance, elle ne vient pas seulement des étudiants ; les autres organisations étudiantes, les syndicats d'enseignants, de salariés, les mutuelles, les médias, tous s'accordent à reconnaître le rôle grandissant de l'UNEF dans le mouvement étudiant.

De plus, nous élargissons notre intervention à des domaines depuis trop longtemps laissés en friche : les troisièmes cycles et la recherche, l'insertion professionnelle et les relations internationales, avec la récente adhésion de notre syndicat à la FMJD qui vient renforcer notre intervention dans l'UIE.

Par ailleurs, répondant aux aspirations des lycéens à s'organiser, nous avons contribué l'an passé à la naissance du Syndicat Lycéen UNEF. Parce que les attaques du gouvernement portent sur l'ensemble des scolarisés. Par cette décision importante, le SL-UNEF est devenu, en Mars, un des principaux syndicats dans l'Enseignement Secondaire. Associé à l'UNEF, il porte notre nom en développant de manière autonome son orientation et son activité pour donner force et cohérence aux revendications lycéennes. Cela favorise les convergences avec les luttes étudiantes et les rend plus fortes, comme sur le *SOS-Inscription*.

▲ Continuer à faire progresser l'UNEF, nécessite maintenant que nous prenions le temps de voir le rôle que joue aujourd'hui le syndicalisme étudiant à l'université. De mesurer quelles sont ses avancées, ses limites ; quelles transformations il lui reste encore à accomplir.



▲ Pour cela, il nous faut apprécier combien le milieu étudiant a changé.

Lors du dernier congrès de l'UNEF en Novembre 93, nous affirmons que l'université n'était plus un monde à part. Nous parlions d'un état d'esprit contradictoire des étudiants où le ras-le-bol devant la situation de l'Enseignement Supérieur et leur propre situation sociale pouvait engendrer la volonté de changement et décision de lutter, comme le sentiment d'impuissance et le repli sur soi.

Cette analyse reste valable ; selon qu'ils perçoivent l'utilité de la lutte, la possibilité de modifier les choses ou pas, les étudiants se battent ou pas. S'ajoute à cela la difficulté à comprendre la politique universitaire, saisir la cohérence des attaques qui nous sont portées. Ce sentiment d'une grande complexité peut pousser à des attitudes diverses. Et en premier lieu, à la passivité ou à la banalisation de la situation.

Cela amène encore pour s'en sortir, à chercher des repères immédiats, facilement identifiables ; et explique à une certaine échelle le phénomène corporos, qui stérilisent les luttes, qui dévoient les aspirations étudiantes, voire dressent les filières les unes contre les autres. Mais cela conduit aussi à rechercher une structure de proximité comme les associations locales (associations de filière à but culturel, groupes d'études en cités-U...), à faire le choix de la lutte, et de se structurer pour cela.

Il nous semble important de prendre en compte le nombre plus important de ceux qui perçoivent l'utilité du rapport de force, de l'action collective, de la nécessité de s'organiser. Malgré l'accumulation des obstacles et des difficultés, malgré le manque de perspectives immédiates de changement de l'Enseignement Supérieur, plus d'étudiants semblent être de nouveau à la recherche de plus de justice et de solidarité.

▲ L'UNEF a su contribuer à cette évolution, elle s'en est aussi ressentie avec en tout premier lieu une augmentation de son nombre d'adhérents (78 % de plus, depuis notre dernier congrès).

Ces progrès s'ils sont encourageants, ne doivent pas nous amener à penser que tout est parfait. Sur trois cents étudiants un seulement est adhérent à l'UNEF. C'est faible.

A l'intérieur même de notre organisation nous avons des insuffisances : à répondre promptement à la multitude des coups portés, à pousser toutes nos batailles jusqu'au bout, et à les faire converger nationalement. Cela vient de l'ampleur des attaques. Cela vient aussi de notre pratique syndicale. Trop souvent encore, nous avons du mal à traduire nos discours en actes : à être aussi déterminés, porteurs de propositions, ouverts au débat et à l'unité d'action que nous l'affirmons.

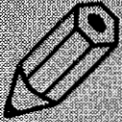
**Pourtant quand notre droit à vivre et à étudier est aussi féroce-
ment remis en cause qu'aujourd'hui, nous avons besoin d'oeuvrer
complètement à la construction de ce syndicat moderne.**

.....

Notre 77ème congrès doit nous y aider.

**Ce document préparatoire au congrès aussi, pour mettre en cohé-
rence les attaques qui nous sont portées et à partir de là, avancer
des revendications, mieux faire vivre notre identité d'un syndicat
étudiant, outil du mouvement étudiant.**

1ère PARTIE



LE REMODELAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SE POURSUIT : LES ATTAQUES AU DROIT DE VIVRE ET ETUDIER SE MULTIPLIENT

« 2 millions d'étudiants, ce sont autant d'aspirations à se former du mieux possible et auxquelles il faut répondre. Cela constitue un potentiel énorme pour le développement du savoir et de sa diffusion » remarquons-nous, lors de notre dernier congrès en Novembre 93. L'Enseignement Supérieur n'est pas un coût à diminuer mais un investissement à développer dans la société. Même l'OCDE, dans le Numéro 1992 de ses Etudes Economiques, remarque que l'effort consenti en France pour l'Enseignement Supérieur est inférieur de 40 % à la moyenne des pays « développés ». Sont dénoncés ainsi le taux d'encadrement des étudiants, les rémunérations des professeurs, le manque de structures d'accueil. Les politiques gouvernementales sont à contre courant de cette analyse : l'augmentation du nombre d'étudiants est considérée comme un « problème ». Il faudrait « réorienter les flux », « limiter les études longues », « professionnaliser mieux pour mieux répondre aux problèmes du chômage ». Disons-le une bonne fois pour toutes, le service public d'Enseignement n'est pas responsable du chômage, ce serait si simple.

Ces deux dernières années, les projets se sont multipliés pour affaiblir et fractionner le contenu des enseignements, remettre en cause la poursuite d'études, précariser le parcours social de l'étudiant. Avec la tentative de mise en place d'un CIP, un cap a été franchi dans les attaques portées à la jeunesse : désormais, il ne s'agit plus seulement de former au rabais mais de s'en prendre à la reconnaissance mêmes des diplômés ; « intégrer au rabais le futur salarié ». Si une riposte unanime a poussé le gouvernement Balladur à céder sur la question, aujourd'hui le constat en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche, est des plus noirs.

Le gouvernement Juppé entend aller plus loin dans le remodelage de l'université. Jacques Chirac a été élu sur une aspiration majeure à mieux vivre, c'est pourtant les choix de ses prédécesseurs qui nous sont aujourd'hui servis. En quelques mois avec le gouvernement Juppé, il en a fait la démonstration : attaques contre les retraites, la sécurité sociale, blocage des salaires... Pour l'université, c'est la hausse des droits d'inscription, une nouvelle remise en cause de l'ALS et des économies réalisées sur « l'aide sociale étudiante », le choix réaffirmé de régionalisation des diplômés et la poursuite de privatisation des facs, l'extension de la formation en alternance, l'étouffement de la Recherche, toute mesure justifiée par l'idée que « les études sont un coût et pas une richesse ».

Avec la mise en place de la commission Fauroux et l'annonce d'un débat national autour d'un statut de l'étudiant, ce sont les questions des 1ers cycles, d'insertion professionnelle et d'aide sociale qui sont placées au-devant de la scène en cette rentrée 95. Sur fond de choix de relance d'essais nucléaires contre une pénurie budgétaire aggravée dans les universités, on peut craindre le pire !

Cependant, cela ne va pas sans résistance côté étudiant, chez lesquels s'affirme la volonté d'une université libre d'accès, de plus de justice sociale et à contrario, le refus des sélections et des facs privées.

Pour le gouvernement la situation est délicate. Loin d'abandonner, il lui faut poursuivre son remodelage de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche quitte à aller contre la majorité des étudiants.

Pour casser le service public, l'asphyxie financière constitue l'arme numéro un et est le fil rouge de toute sa politique universitaire.

« Comment dépenser moins ? », « comment précariser plus ? » telles sont les questions que se posent à l'égard de l'université nos Ministres successifs.

Sur le financement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'aide sociale, la citoyenneté étudiante, les contenus pédagogiques, l'insertion professionnelle, ils apportent leurs réponses. Ces cinq axes de remodelage visant à démanteler l'université, l'UNEF les analyse à la fois comme cohérents entre eux et autant de champs pour riposter et conquérir de nouveaux droits.

1) Une asphyxie financière organisée

Tous les jours, nous nous heurtons au manque d'argent sur nos facs : cours surchargés, manque d'enseignants, multiplication des erreurs administratives faute de personnel, matériel pédagogique obsolète, queue à rallonge devant les bibliothèques, etc.

Dans le pire des cas, soit on n'a pas sa place en fac, soit on est arbitrairement inscrit en contrôle final, à cause de l'impossibilité d'ouvrir des TD/TP supplémentaires.

Faute de moyens encore, certaines améliorations ne sont pas mises en place ; l'enseignement de l'informatique est loin d'être systématique en Deug.

Chaque année, la situation s'aggrave ; cette année, la rentrée est une véritable déroute et on le mesure bien quand on voit le personnel administratif de Nanterre, excédé par le manque de postes, décréter une journée fac-morte un 12 Septembre, quasiment un mois avant la reprise des cours. Du jamais vu !

*Progressivement,
l'Etat se désengage
de l'Enseignement
Supérieur :*

Cette pénurie résulte du choix clair des gouvernements successifs qui se donnent d'autres priorités financières et font des économies sur l'Education : choix du surarmement et des essais nucléaires (8 essais = gratuité des études pour deux millions d'étudiants), des allègements fiscaux sur les placements financiers, des exonérations à outrance des charges patronales sous prétexte de favoriser l'emploi (début 94, ce sont 85 millions donnés au patronat).

Ce processus est institutionnalisé en 1990, dans le cadre du plan Université-2000 et par le biais de la contractualisation. Désormais les universités doivent trouver d'autres financements que celui de l'Etat, notamment celui des collectivités locales et des entreprises.

Par cette régionalisation, c'est un véritable chantage qui est alors engagé envers les universités. Ce sont celles qui trouveront le plus de financements annexes et qui répondront le mieux aux orientations du ministère et au besoin du patronat, qui recevront de meilleures subventions et plus tôt dans l'année. La concurrence entre facs est entérinée : « Fac d'élites contre facs pauvres ».

Onze pôles d'excellence sur 78 universités sont institués. A l'inverse, coupées des seconds cycles et de la Recherche, sans véritable engagement financier de l'Etat dans les infrastructures indispensables (restauration, logement, Bibliothèque-Universitaire...), apparaissent les antennes universitaires. Un pas est franchi dans la casse des diplômes nationaux.

L'instauration des normes SANREMO permettent de poursuivre les « économies » sur l'embauche des enseignants et du personnel IATOSS ; elles permettent d'estimer des universités « sur-dotées » par rapport à la moyenne (Evry, Orsay, Jussieu, Grenoble...) et de programmer alors la suppression de postes.

L'année 93, avec le retour de la droite au gouvernement, voit les mesures s'accélérer. Dès son arrivée au ministère de l'enseignement Supérieur et de la Recherche, Fillon tente de déroger à la loi Savary pour modifier au profit du privé le financement des facs. Le projet est rejeté par le Conseil Constitutionnel.

Début 94, Bayrou surenchérit et tente d'abroger la loi Falloux. L'immense mobilisation des défenseurs de l'école laïque fait échouer la tentative.

Cependant, le gouvernement ne lâche pas prise et on assiste alors à la multiplication des établissements privés : c'est le pôle « Léonard de Vinci », ou fac Pasqua, financé à la hauteur d'1,2 milliard par le département des Hauts-de-Seine, mais encore l'ITES à Toulouse, Kerlan en Bretagne, la Fac de De Villiers à la Roche-sur-Yon. De plus, en Janvier 95, est créé un CNESER privé qui officialise cette volonté de fort développement du privé au détriment de l'Enseignement Supérieur public.

Avec la publication du rapport Laurent, les objectifs s'affirment encore. La régionalisation de l'Enseignement Supérieur est en concordance avec les schémas régionaux et d'aménagement du territoire concoctés par Pasqua.

De plus, une nouvelle source de financement de l'université est proposée. Considérant que l'étudiant est une charge pour l'Etat, il devrait pourvoir lui-même au paiement de ses études. Il s'agirait de « lever le tabou des droits d'inscription » ! Et si la riposte unanime suivant cette annonce force le gouvernement à reculer sur la question, il n'en demeure pas moins que la multiplication des frais illicites (frais de dossier, photocopies...), l'augmentation de 5 % des droits d'inscription marque la rentrée 95/96. Cette idée est tellement dans l'air du temps que la CPU l'a faite sienne.

Pour autant, cette situation d'asphyxie des campus est insupportable et vécue comme telle. De forts mouvements au sein de la communauté de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, se développent. Le 16 Janvier 94, nous étions plus d'un million de manifestants à Paris, contre la tentative d'abrogation de la loi Falloux.

Depuis la rentrée dernière, un mouvement d'ampleur s'est développé pour l'exigence de moyens supplémentaires pour l'université, la défense d'un service public d'Enseignement Supérieur. Des multiples luttes, des grèves comme à Nice, Rennes, Pau pour empêcher la suppression de postes de profs, revendiquer des crédits d'urgence et l'extension de locaux, au rejet du rapport Laurent, batailles pour la réquisition de la fac Pasqua, ils sont nombreux à refuser ce choix de pénurie budgétaire.

Par différents gestes : SOS-Inscription, batailles pour l'exonération des droits d'inscription, luttes pour l'embauche de thésards, pétitions et concert pour la réquisition de la fac Pasqua, l'UNEF les a aidées à se développer. Aujourd'hui, nous avons à réfléchir à porter le débat et l'action plus haut.

2) Une aide sociale détournée de ses missions

« Les chances d'accéder aux différents types de l'Enseignement Supérieur ne se distribuent pas au hasard » Cette remarque de l'Observatoire de la Vie Etudiante, nous la faisons tous, et force est de constater que le manque d'aide sociale reste un moyen de sélection fondamentale. Le désengagement de l'Etat en est l'un des signes les plus flagrants : seulement 0,83 % d'augmentation du budget du CNOUS, pour 7 % d'étudiants supplémentaires.

Et les chiffres suivent : les étudiants issus de familles d'ouvriers et d'employés ne sont présents qu'à hauteur de 18,1 % à bac+1. Leur proportion diminue progressivement à 8,9 % à bac+6. 1 étudiant sur 2 est contraint de travailler dès la deuxième année de DEUG, alors que dans le même temps, près d'un sur deux quitte la fac sans aucun diplôme. Pour beaucoup, 3 ou 4 ans sont nécessaires pour obtenir le DEUG.

Ainsi, l'explosion des effectifs que connaît ces dernières années l'Enseignement Supérieur est encore loin d'être synonyme de démocratisation, et le principe républicain d'égalité des chances n'a pas la part belle dans l'éducation nationale ; le coût des études repose de plus en plus sur les étudiants, au mépris de toute justice sociale.

Que ce soit en matière de bourses, de logement, de transport ou de santé, l'aide sociale souffre d'un manque criant de moyens. Les gouvernements successifs répondent qu'ils n'en n'ont pas, alors même que le CNOUS investit 215 millions en bons du Trésors.

Les choix sont clairs en ce qui concerne les priorités d'investissement que s'est fixé l'Etat, et les attaques suivent.

- En ce qui concerne les aides directes, c'est l'annulation de la mise en place de l'année Joker, pourtant annoncée dans les mesures Balladur. L'absence de droit à l'erreur est l'une des formes les plus pernicieuses de sélection sociale.

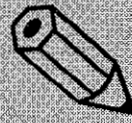
Ce sont les bourses, dont les critères d'attribution ont été réévalués à la baisse et qui restent insuffisantes tant en termes de montant que d'attribution. Montant qui reste, de plus, fixé en fonction du seul revenu des parents et ne correspond pas toujours à la situation réelle de l'étudiant.

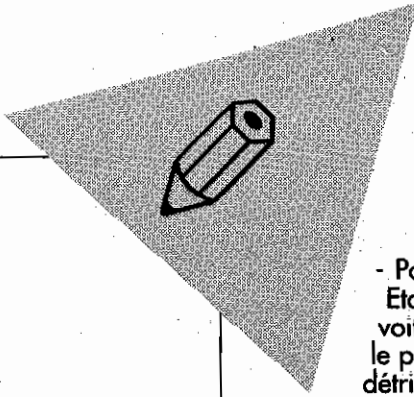
C'est encore l'absence de bourse sur critères sociaux en DEA, DESS et la pénurie d'allocations pour les Thésards, écartant d'office les moins aisés.

C'est le FAVE, qui perdure : financé par les étudiants eux mêmes à hauteur de 41 Frs par an, et géré par les CSE, il répond dans beaucoup de cas à des besoins tout autre que ceux des étudiants. Et s'il est parfois utilisé à bon escient grâce à l'intervention des étudiants et d'élus revendicatifs, il reste inadmissible qu'il soit financé par le biais des droits d'inscription

Ce sont aussi les AIE, maintes fois remises en causes. Avec son refus affiché de les verser, le gouvernement a dû faire face à une lutte acharnée des étudiants qui, s'ils ont eu gain de cause, n'ont pas toujours touché l'équivalent de leurs bourses passées.

On n'oublie pas non plus la logique de développement de prêts bancaires au détriment des bourses. L'échec cuisant de cette mesure nous montre à quel point nous avons raison de les refuser. Pourtant, le gouvernement n'y renonce pas, et si le rapport Laurent qui prévoyait de les systématiser dès la Licence a été violemment rejeté, l'idée reste d'actualité. Les banques elles-mêmes ne se sont pas gênées pour investir le marché étudiant, à grands renforts de publicité.





- Il en va ainsi du logement étudiant avec le désengagement du CROUS dans toutes les constructions nouvelles de type cité-U, préférant investir dans des studios hors de prix. Peu à peu, on tente de transférer vers le privé la gestion et la construction de nouveaux logements étudiants, qui perdent du coup tout caractère social. Si la vétusté, l'étroitesse et l'insuffisance des logements actuels montrent la nécessité de constructions nombreuses et modernes, le CROUS doit en garder la maîtrise.

- Pour la restauration universitaire, ce n'est guère mieux. Déjà, depuis 84 la parité Etat-Etudiant dans le financement du ticket R-U n'était plus d'actualité, mais celui-ci voit cette année son coût augmenter de 3 %. Le CNOUS fait le choix de développer le partenariat avec les chaînes privées, et les cafétérias prolifèrent sur nos campus au détriment des resto-U.

- La santé n'est pas en reste des attaques. La MPU abandonne peu à peu ses actions préventives faute de moyens, de personnel, menacée qui plus est par l'avancée discrète de son financement paritaire. Certaines mutuelles investissent ce terrain et se soumettent aux directives assurances européennes, s'orientent vers un système d'assurances privées, avec en toile de fond l'augmentation des cotisations. Une politique de santé à la carte est déjà mise en place « plus on est riche, meilleure est la formule », « quand on peut payer, mieux on est remboursé », tandis que la ségrégation (les personnes trop malades devraient payer des malus ou seraient exclues du système de santé) menace les étudiants. Aux étudiants de payer encore plus, alors même que la santé est devenue un coût majeur dans leur budget et que beaucoup renoncent à se soigner, à se pourvoir d'une mutuelle. La sécurité sociale, entièrement prise en charge jusqu'en 84, s'élève aujourd'hui à plus de 900 Frs et la plupart des étudiants salariés à temps partiel la paient deux fois.

- Et il en va ainsi du transport, sur lequel le demi-tarif étudiant n'est toujours pas appliqué, sans parler du sport, pour lequel on doit payer des suppléments lors des inscriptions, ou autre activité culturelle qui, faute de revenu, ne sont plus prioritaires dans le budget des étudiants ou encore de la perte des avantages de la carte d'étudiant (réduction sur les entrées au cinéma, au musée...).

Pour un statut social étudiant Aujourd'hui, Juppé lance l'idée d'un statut étudiant, dont - au vu des attaques déjà portées contre l'ALS, les bourses, la santé - on est en droit de s'inquiéter.

Pourtant, imposer l'aide sociale comme un droit pour tous, droit à se soigner, à se loger, à se nourrir, à faire du sport, s'avère être plus qu'une nécessité. Dans ce cadre, la prise en compte de la situation réelle de l'étudiant, et pas seulement celle de ses parents, semble être une exigence à faire grandir et à préciser.

Un statut social, nous en avons besoin, et toutes les luttes déjà engagées nous donnent des pistes sur ce qu'il doit contenir.

Avec la charte des résidents en cité-U, élaborée lors de la rencontre organisée en Novembre 94, nous avons pu pointer quelles étaient les exigences des premiers concernés : plus de sécurité, plus de chambres, plus d'équipement électroménager... Ainsi que le refus de voir se développer les résidences privées, les loyers augmenter, les expulsions se programmer. Les résidents de nombreuses cités-U s'en sont d'ores et déjà emparés, recréant des associations, engageant des batailles. Comme à Antony, où ils ont lutté toute l'année contre les expulsions. Comme à Saint Etienne, où ils se sont battus contre les frais supplémentaires.

De même en ce qui concerne les ALS, que le gouvernement menaçait de supprimer purement et simplement en 93. Les luttes que cette mesure a engendrées nous montrent à quel point les étudiants sont attachés à cette aide. Se battre contre sa disparition, la diminution de son montant, contre le fait, aussi, qu'elle est souvent prétexte à une augmentation des loyers, doit être une de nos priorités en matière de logement.

Parler aujourd'hui d'un « monde étudiant » ne rime plus à grand chose. L'étudiant moyen a disparu, au profit d'une plus grande diversité sociale et culturelle.

C'est aux besoins de cette diversité qu'un statut social étudiant doit pouvoir répondre, en prenant les mesures adéquates et en bénéficiant des moyens suffisants.

En luttant contre le rapport Laurent et ce qu'il contenait en matière d'aide sociale, en se battant pour conserver les AIE, les cités-U, les bourses, nous avons déjà avancé, avec l'ensemble des étudiants, les points forts de ce que doit contenir un réel statut social étudiant.

Et c'est en continuant à gagner des batailles, sur nos facts, dans nos CROUS, nos cités-U, et en les faisant converger au plan national que nous obtiendrons qu'il soit mis en place.

3) Expression et citoyenneté réduites

Etre citoyen aujourd'hui, qu'est-ce que cela représente ?

En premier lieu, pouvoir bénéficier du droit à l'expression démocratique, être écouté, entendu, prendre une part active aux décisions qui nous concernent.

Pourtant, alors que nous passons la plus grande partie de notre vie sociale au sein de l'université, très peu d'entre nous s'y sentent acteurs et décideurs.

Adultes et disposant du droit de vote à l'extérieur, nous ne le sommes plus dès lors que nous franchissons les portes de l'Université. Considérés comme des citoyens mineurs, on nous voudrait incapables de réfléchir sur les enjeux universitaires, incapables de débattre sur le contenu de nos cours, incapables de nous mêler de nos affaires.

Mais c'est tout le contraire. Dès qu'un mauvais coup nous est porté ou que le débat s'installe dans l'Université, les étudiants s'expriment, débattent, revendiquent, innovent. C'est ce qui gêne, et que l'on nous refuse.

Et c'est ce que nous défendons, et à plusieurs niveaux.

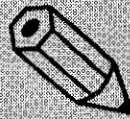
Les élections universitaires sont un des moments forts de cette exigence d'expression démocratique.

A l'échelle locale ou nationale, elles sont l'occasion de se doter d'élus étudiants dans les conseils. Acquis du mouvement 68, c'est une des bases essentielles de la vie démocratique de nos universités.

Pourtant, elles se déroulent rarement dans les conditions optimales. Pour preuve, la faible participation des étudiants. Si notre travail syndical reste à améliorer dans ce domaine, l'administration en porte aussi une lourde responsabilité.

Il faut dénoncer et lutter contre le manque d'informations (élections pas ou mal annoncées, pas d'envois des professions de foi ni des listes de candidats, bulletins aux frais des associations et syndicats...), nombre très insuffisant des bureaux de vote, absents de nombreux sites (cité-U); réduction de la durée des élections...

A dénoncer également la trop faible proportion d'élus dans les conseils et les différents projets du gouvernement (instauration d'universités à statuts dérogatoires, rapport Laurent) qui remettent en cause la participation étudiante dans les instances décisionnelles des établissements d'Enseignement Supérieur et dans le même temps, les ouvrent en grand au patronat.



La citoyenneté s'exprime aussi au quotidien par la vie associative.

Qu'elle ait un contenu et un sens syndical, politique, culturel, coopératif ou autre, elle est l'émanation directe des étudiants et de leurs aspirations. Elle sert de relais et de lieu d'expression entre les étudiants, mais aussi de pôle d'information.

Son existence est de plus en plus menacée : difficulté pour obtenir un panneau d'affichage, un local... ; débats et rencontres parfois interdits; interrogations quant aux critères d'attribution des subventions.

Ce sont aussi les boîtes commerciales privées qui s'implantent librement, dans un but mercantile, au détriment des coopératives étudiantes.

De plus en plus, les cafétérias, les foyers, les salles de travail où les étudiants peuvent se retrouver, tendent à disparaître.

Etre citoyen se joue encore dans les relations étudiants-enseignants. Comment peut-on créer un véritable lien quand nous sommes plus de 80 en TD. Que la plupart des étudiants sont salariés, que les enseignants sont surchargés de travail administratif par manque de personnel.

Et que dire de ces cours où on se sent bâillonné, où on n'ose pas intervenir de peur des représailles à l'examen, où la vérité serait détenue par un seul intervenant : l'enseignant. Faire acte de citoyenneté, n'est-ce pas justement intervenir, poser le débat, pour qu'enfin l'esprit critique soit au coeur de nos amphithéâtres.

Que dire, enfin, de l'attitude complaisante de l'administration face aux manifestations de l'extrême droite sur nos campus ? Quand, sous prétexte de préserver le calme, elles préconisent la fermeture de locaux étudiants, donnant raison aux groupuscules fascistes, laissant leurs idées faire chemin et prendre le dessus. Sur les facs, l'extrême-droite a tendance à s'incruster. Son activité se déploie surtout au moment des élections universitaires, d'où l'importance de la participation étudiante. Combattre l'extrême-droite ne se résume surtout pas à des rivalités de barres de fer mais nécessite au contraire une riposte unitaire. Réduire l'extrême-droite en général et le FN en particulier à des brutes casquées et armées, revient à faire leur jeu. Ceux-ci font en effet tout un travail de terrain dans les facs. C'est là qu'il faut réagir.

Oui, le droit d'expression, la manifestation d'opinions sont des enjeux démocratiques. Parce qu'ils sont les garants de la qualité de nos formations, de la défense de nos intérêts. Parce qu'ils sont des freins au développement d'idéologies racistes et anti-démocratiques et de toute forme de discrimination.

Mais la question de la citoyenneté, telle que nous la posons aujourd'hui, dépasse le cadre du droit d'expression pour traverser l'ensemble de nos batailles. Peut-on réellement jouir de sa citoyenneté quand on ne bénéficie pas de tous ses droits ?

Quand, en tant qu'étudiant étranger, il ne nous est pas permis de redoubler, de changer de filière, au même titre qu'un étudiant français ? Quand il nous faut justifier d'un revenu minimum, tout en n'ayant pas le droit de travailler plus de 20h ?

Peut-on être pleinement citoyen quand on ne bénéficie pas, au même titre que d'autres, du droit au logement, à la santé, à la culture, au sport ?

Revendiquer une vraie citoyenneté aujourd'hui, c'est aussi et d'abord exiger que tout étudiant, quelque soit sa nationalité, son statut social, ait les mêmes droits, devoirs et acquis.

C'est se battre contre les lois Pasqua-Joxe, circulaire Sauvé-Marchand, qui font que la préfecture décide seule de la qualité et de la solvabilité des études d'un étranger, du renouvellement de sa carte de séjour ou de son retour au pays. C'est dénoncer les quotas en cité-U instaurés à leur encontre.

C'est défendre un statut étudiant qui garantisse une qualité de vie et d'études égale pour tous.

Cette attente de débats, cette volonté d'être pris en compte grandit : les derniers gouvernements l'ont compris, qui multiplient consultations, questionnaires et référendums...

Si leur volonté est de dévoyer ces aspirations et rechercher un consensus pour passer leurs mesures ; il n'empêche qu'ils peuvent être pris à leur propre piège. Balladur avec son questionnaire en direction de la jeunesse, en a fait l'expérience. Cela ne doit-il pas nous pousser à plaquer les questions de démocratie encore mieux au coeur des luttes ?

4) Maîtriser le contenu des formations

Les gouvernements successifs ont oeuvré à adapter le contenu de nos formations à l'asphyxie budgétaire et aux exigences du patronat. C'est le processus des renovations pédagogiques qui touchent toutes les filières et tous les cycles. Cela se décline pour nous en réduction des volumes horaires, modification d'orientation de certaines filières, suppression de centaines d'UV ou modules, remise en cause de la poursuite d'études, refus d'habilitation nationale de certains diplômes, changement du mode d'examen, casse du statut d'Enseignant-Chercheur.

Outre la volonté d'accueillir les étudiants au moindre coût, il s'agit de remodeler totalement les formations en orientant le plus de monde possible vers les filières professionnelles, de secondariser les premiers cycles en y diminuant la part d'enseignement fondamental, de restreindre l'accès à la Recherche.

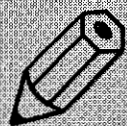
Le projet Jospin de 91 relevait de cette logique. Les étudiants en ont obtenu le retrait. La réforme Lang, même si elle reprenait la même logique tenait compte du rapport de force instauré. Avec le retour de la droite, les initiatives se multiplient pour consommer la déstructuration de l'Enseignement Supérieur. Le Projet Fillon, la consultation sur la Recherche, les circulaires Bardet, le rapport Quenet, les travaux Minc, De Boishue, le rapport Laurent, participent tous à ce mouvement.

On y retrouve les mêmes grandes lignes :

- **L'enjeu des premiers cycles :**

c'est la cible privilégiée des gouvernements successifs. Parce que n'ayant pu empêcher l'entrée en masse des étudiants dans l'Enseignement Supérieur, c'est là qu'il s'agit d'opérer pour entraver la démocratisation de l'université. Lionel Jospin a lancé le processus avec le plan Université-2000 qui consacrait un schéma d'université à plusieurs vitesses : antennes universitaires déconnectées du reste de l'université et de la

Recherche. Le gouvernement Balladur embraye le pas et fait même de la surenchère : avec les schémas régionaux d'aménagement du territoire de Pasqua, c'est la relance de formation des premiers cycles directement en prise avec les besoins locaux et ceux des entreprises. C'est la menace de diplômes limités géographiquement et dans le temps. Ainsi au moment même où la circulaire Bardet remet en cause la poursuite d'études post-BTS et DUT, le rapport Laurent va plus loin et préconise la mise en place d'IUR : Instituts Universitaires Régionaux, « formation alternée d'une durée minimale de trois mois, dispensée pour partie dans un établissement scolaire, pour partie dans une entreprise » et dont le but avoué est de réduire l'accumulation d'étudiants dans des 1ers cycles généraux. Si la riposte étudiante accule le Ministre Fillon à rejeter ce rapport Bayrou, son successeur, affiche les mêmes ambitions et la question du premier cycle universitaire est au coeur du travail de la Commission Fauroux. Oui, il y a un enjeu à une réforme conçue dans un cadre national et accompagnée de moyens suffisants.



- Contrôler la formation des futurs professeurs :

L'IUFM, s'il constitue une avancée intéressante en théorie pour la formation des Maîtres, se traduit dans les faits par une régression par rapport aux anciennes écoles normales. Malgré les objectifs affichés, les Sciences de l'Education sont survolées et les enseignements fondamentaux amputés. Le manque de moyens retentit sur la qualité de la formation dispensée et sur le nombre d'allocations attribuées aux étudiants.

- Dénaturer la Recherche :

La restructuration de l'Enseignement Supérieur passe encore par la casse de la Recherche qui, en synergie avec l'Enseignement, constitue la particularité du SUP. Ces dernières années les gouvernements successifs s'y sont employés.

* Avec le décret de Mars 1992 relatif aux 3èmes cycles, Lionel Jospin réduisait la durée des thèses à 3 ans. De plus, y était préconisé le développement d'écoles doctorales, groupement de laboratoires condamnés à mener des investigations sur des sujets connexes : ceci constituant un préalable à tout financement. Ces dispositions s'attaquaient donc déjà à la diversité des thèmes de Recherche, à la nécessaire autonomie dont bénéficient dans leurs activités, les chercheurs.

* La « consultation Fillon » de Mars 94 avait un objectif plus ambitieux : celui de faire accepter par les chercheurs, de se vendre pour être financé. But de l'opération : en finir avec les grands organismes de Recherche, précariser le statut du chercheur. Si le ministre s'est heurté à un front unanime de la communauté universitaire ; à la rentrée 94, il asphyxait financièrement les laboratoires pour les mettre au pied du mur et pour les acculer à chercher des moyens auprès des entreprises, se placer sous leur coupe.

* F. Bayrou poursuit dans le même sens : pour la rentrée 95/96, ce sont plus de 150 DEA supprimés, des milliers de docteurs au chômage, et la non-reconduction de l'allocation en 3ème année pour des centaines de thésards ; la poursuite de l'asphyxie des grands organismes de Recherche. C'est l'Enseignement Supérieur qui est déstructuré par ce biais.

Le manque de moyens est le problème le plus facilement perçu par les étudiants. Pour autant, les questions de contenu des cours et de réformes pédagogiques sont omniprésentes dans la riposte étudiante. Le mouvement Jospin en a été le détonateur, aujourd'hui on assiste, comme à Montpellier, à des Assemblées Générales d'université sur les réformes locales du premier cycle ou autre rapport Laurent.

Outil essentiel du remodelage de l'université, la pédagogie doit être mieux encore au cœur de nos préoccupations. Plus question de laisser passer un texte en conseil sans en faire le compte-rendu et le soumettre à tous les étudiants.

5- Contrôler la recherche du premier emploi

Alors que tout est fait pour marginaliser des filières dites non-rentables, on oriente une bonne partie des étudiants vers des filières courtes axées de façon étroite sur la professionnalisation. Les moyens mis en place sont conséquents, panneaux publicitaires, spots télé sur les formations en alternance, voire méthodes autoritaires avec l'exemple des sans-fac qui en réponse à leur demande de fac, se voient proposer un BTS privé en alternance.

La professionnalisation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, ne répond souvent qu'à des objectifs de courte vue. Tout d'abord, elle tend à négliger deux des éléments qui constituent à notre sens la mission de l'université, à savoir : la formation d'un esprit critique et l'élaboration du savoir à travers la recherche. En outre, cette professionnalisation ne répond pas au besoin que nous ressentons d'une véritable « formation qualifiante », c'est-à-dire qui permette de disposer des outils nécessaires à l'acquisition des connaissances indispensables à l'exercice dans telle ou telle branche professionnelle. Conçues pour répondre immédiatement aux besoins du marché, les formations se révèlent très rapidement obsolètes et ne permettent aucune adaptation aux évolutions des Sciences et Techniques. Et pourtant, il existe déjà des diplômes axés sur la professionnalisation : les BTS, DUT, DEUST, MST, DESS ont été créés dans ce sens. Cependant, ils sont objets de multiples attaques quand leur disparition pure et simple n'est pas programmée. Pour le gouvernement, il s'agit de fournir aux entreprises une main d'œuvre utilisable à moindre coût. Dévoyant l'aspiration majeure des étudiants à avoir une formation en prise avec la réalité, il multiplie les diplômes au rabais et précarise l'accès au premier emploi. La sélection s'organise :

- Ainsi à chaque degré universitaire, on voit se développer des modules ou Unités d'Enseignement de Professionnalisation. Malheureusement, les stages fournis sont souvent non qualifiants et le stagiaire non rémunéré fournit le travail d'un véritable salarié.
- LE DNTS : depuis plusieurs années, le volume horaire d'Enseignement Général diminue considérablement en IUT et BTS, remettant en cause la qualité de la formation qui y est délivrée ainsi que les possibilités de poursuite d'études. Avec le DNTS, qui est instauré à la rentrée 95 d'une manière expérimentale, l'étudiant peut accéder à une 3ème année d'études en lien direct avec l'entreprise. D'ailleurs, les entreprises composent de moitié le jury de délivrance du diplôme. Le danger avec ce diplôme est celui d'un CIP-bis, car aucune garantie n'a été donnée afin que ce diplôme soit considéré comme Bac+3 et que la rémunération au sein de l'entreprise prenne en compte le diplôme à Bac+2 (DUT ou BTS).
- LES IUFM : conçues pour préparer « aux métiers de l'Enseignement » ils participent aujourd'hui à une professionnalisation au rabais : structures d'accueil inadéquates, surcharge généralisée. Face à la crise de l'emploi, quand des milliers d'étudiants choisissent la voie de l'Enseignement, les IUFM sélectionnent de plus en plus fortement à leur entrée en instaurant des quotas. D'autre part, la plupart des concours nationaux tendent à s'organiser localement, des quotas sont fixés au mépris des besoins en poste d'enseignants. A la sortie c'est la diminution du nombre d'enseignants et à tous les niveaux de l'école, à cause du manque d'encadrement pédagogique, c'est la pérennisation d'un système scolaire inégalitaire.
- LES IUP : les filières instaurées à partir de 91. ont été créées pour orienter les étudiants dans les branches hyper professionnalisées, répondant directement à la demande à court terme du marché du travail. C'est ce que l'on appelle les diplômes d'Ingénieur Kleenex. Leur bilan reste mitigé ; certains maintiennent une formation de qualité mais la plupart délivrent des diplômes qui - dans quelques années - n'auront plus aucune valeur et ne permettront aucune réadaptation.
- Au sein du 3ème cycle, est instauré un diplôme : le DRT. En lien direct avec l'entreprise, il ne facilite pas l'insertion des ingénieurs, bien au contraire. En leur proposant un allongement d'un an de leurs études sous la forme d'un stage consacré à leur Recherche, ce

diplôme fournit aux entreprises des chercheurs bon marché sans garantie d'embauche. C'est une nouvelle tentative de réduction de la Recherche universitaire à une Recherche appliquée directement calquée sur les besoins du patronat, et cela au détriment de la Recherche fondamentale.

- A la sortie de toutes ces formations, un jeune diplômé se retrouvera face au problème de l'embauche. L'AFIJ, qui se met en place sur les universités, va tenter de généraliser le passage pour un jeune diplômé par des stages mal ou non rémunérés, et donc pour une période de précarité.

La fatalité face aux mauvais coups, nous sommes résolus à la combattre.

Face à cette situation, la jeunesse dans son ensemble et plus particulièrement les étudiants et jeunes diplômés, ont démontré qu'ils ne céderaient pas sur leurs exigences face à l'emploi. Ainsi, c'est un véritable front qui s'est organisé pour faire tomber le CIP en 94 et cette année encore, c'est la question de la poursuite d'études qui a été au coeur de la lutte des étudiants pour le retrait des circulaires Bardet et celle de l'accès au premier emploi qui a été à l'origine du mouvement des thésards.

Ceci prouve que le débat sur la finalité de l'Enseignement Supérieur est devenu incontournable à l'université et qu'il doit être un terrain d'intervention essentiel pour les syndicats étudiants. L'unité d'action, notamment avec les organisations de salariés, a grandi : c'est en recherchant les convergences avec les revendications des syndicats de salariés que nous pouvons faire progresser la situation des jeunes diplômés. Avec l'élaboration d'une charte des stagiaires en entreprise (co-signée par l'Unef-ID, CGT, UGICT-CGT, FSU) nous avons jeté les bases de droits de l'étudiant-stagiaire et celle de conventions Université ou Etablissement/Entreprise : face à la multiplication des formations en alternance et des stages bidons, cela a aidé à faire grandir les exigences en la matière. Il en va de même avec la plate-forme unitaire des doctorants.

Dans ce sens-là toujours, nous voulons travailler à la mise en place de bureaux de luttes pour l'emploi. Nous recenserions les besoins de créations d'emplois dans une entreprise, puis les jeunes sortant de l'Enseignement Supérieur avec un diplôme correspondant, déciderions ensemble de luttes pour leur embauche.

Tout ceci contribuerait à faire la preuve que la précarité n'est pas une fatalité, pas plus que l'absence de créations d'emplois, que le système de formation n'est pas responsable de l'augmentation du chômage, et qu'un jeune diplômé peut faire valoir à son juste niveau sa formation.

En matière d'aide sociale, de formation, d'emploi, rien n'est figé. Les luttes qui se sont développées cette année et les précédentes nous l'ont démontré. Du SOS-Inscription au versement des bourses, du dédoublement de TD à l'obtention de crédits d'urgence, chaque bataille remportée par les étudiants fait un peu plus reculer le gouvernement dans ses projets de remodelage.

C'est en réquisitionnant la caserne Saint-Jean d'Angéles que les étudiants de Nice ont poussé le gouvernement à s'engager financièrement. C'est en arrachant 4 millions pour les AIE que ceux de Montpellier ont marqué des points sur l'aide sociale. C'est en faisant vivre la charte des stages en entreprise que nous contrerons la précarisation.

A nous de décider comment nous pouvons faire encore plus grandir toutes ces batailles, comment, dans nos AGE, dans nos associations, nous allons travailler à être encore mieux l'outil de tous les étudiants, pour les aider à comprendre leur université, à s'organiser, à décider de leur avenir.

2ème PARTIE

QUELLE UNEF POUR LE MOUVEMENT

ETUDIANT ?

A - Dans quel sens poursuivons-nous nos efforts ?

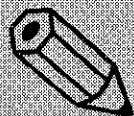
1) A l'UNEF, nous réaffirmons le choix de la lutte et des luttes

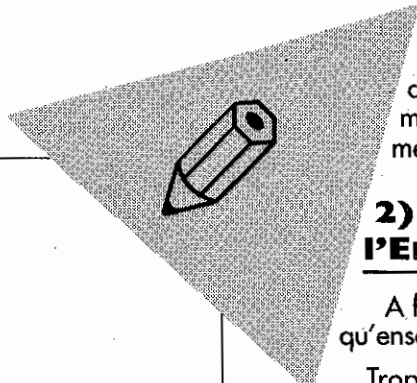
Le choix de remodeler en profondeur l'Enseignement Supérieur et la Recherche, conduit le gouvernement à exclure de plus en plus d'étudiants d'une formation de qualité, à précariser une frange croissante de la jeunesse. Cela, nous ne nous y résoudrons jamais. Imposer d'autres choix passe par la construction d'un rapport de force, la multiplication des mobilisations et l'unification des luttes. Depuis notre dernier congrès, la riposte étudiante n'a cessé de se développer : du CIP au rapport Laurent, nous avons toujours été plus nombreux à ne pas banaliser la situation et à faire le choix de la lutte.

Certains étudiants ont fait l'expérience de luttes victorieuses sur leur inscription ou leur poursuite d'études, sur leurs bourses ou AIE... Le sentiment de fatalité face aux attaques, a reculé. Cela doit nous conduire à démultiplier les initiatives locales comme nationales, pour arracher tout ce qui peut l'être.

Interventions de nos élus, débrayages, rassemblements, manifestations, nous avons besoin d'affirmer notre détermination pour gagner. Cependant, réaffirmer le choix de la lutte signifie aussi pour l'UNEF, savoir diversifier les formes d'actions pour permettre au maximum d'étudiants d'y participer, ne pas s'enfermer dans un stéréotype de la lutte et du mouvement étudiant. Combien sont-ils encore à hésiter à manquer un cours ou TD pour descendre dans la rue ? Cela signifie-t-il pour autant qu'ils ne se sentent pas concernés, n'ont pas les mêmes exigences ? Pour une partie d'entre eux, certainement. Pour les autres, peut être est-ce à nous de savoir les impliquer, les associer et les rendre acteurs de leurs batailles. Des pistes ont été explorées dans ce sens : cahiers de doléances d'UFR, votes organisés par l'UNEF sur une question, banalisation d'une journée par le CA de la fac pour discuter et agir. Innover en la matière peut constituer un moyen de dynamiser encore le mouvement étudiant.

Mais quand nous sommes capables de faire respecter des droits par la lutte, nous pouvons aussi proposer de nouvelles revendications et les rendre incontournables par l'action. Le slogan de notre dernier congrès « faire respecter nos droits et en gagner de nouveaux » reste d'actualité. La mobilisation pour des objectifs concrets, immédiatement réalisables reste la base de





notre action. Mais gagner de nouveaux droits implique de faire des propositions, d'argumenter, d'avancer dans notre réflexion. Dans ce contexte, il n'y a pas un moment pour la lutte et un autre pour la réflexion, c'est bien dans le même mouvement que nous devons porter, en les articulant mieux, actes de lutte et perspectives.

2) A L'UNEF, nous voulons changer l'Enseignement Supérieur !

A force de subir sélections et attaques tous azimuts, nous finissons par croire parfois qu'enseignement supérieur rime avec galères !

Trop souvent, nous avons l'impression de ne réussir qu'à préserver les acquis ; d'ailleurs, le gouvernement n'hésite pas à se servir de cela pour vouloir nous faire passer pour des archaïques. Archaïques de réclamer 0 Fr de droit d'inscription ? Archaïques d'exiger la réquisition des facs privées et le maintien d'un service public d'Enseignement Supérieur ? Archaïque de demander une loi de programmation budgétaire pour maintenir un financement régulier ?

Ne nous trompons pas : aujourd'hui personne ne veut du Statu Quo à l'université. Pas plus qu'il n'existe uniformité de la riposte face aux attaques perpétrées. Toutes les organisations présentes sur les campus n'ont pas les mêmes interventions, ni le même sens d'intervention face aux choix ministériels. Ainsi, l'an passé, l'activité de l'UNI a été de relayer la campagne de Jacques Chirac à l'université, ainsi la FAGE utilise le créneau « refus politique » et « désyndicalisation » pour se faire l'instrument des administrations dans les conseils d'université. Toutes deux jouent la carte d'une université de la sélection et de l'exclusion.

A moindre échelle, quand elle décide d'être membre fondateur de l'AFIJ aux côtés de ces deux organisations, des SMER et de la MNEF, l'Unef-ID crédibilise aux yeux des étudiants cette structure et contribue à accélérer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur les objectifs patronaux. Ce choix n'est pas le nôtre.

De plus, par-delà les structures organisées, les derniers grands mouvements étudiants ont été marqués par des influences contradictoires.

- Pour exemple : durant le mouvement, contre les circulaires Bardet relatives aux IUT et BTS, si le consensus était réalisé autour de la volonté de poursuite d'études post-DUT ou BTS, des divergences de fond existaient sur la place et le financement de l'Enseignement Technologique dans l'Enseignement Supérieur.

- A l'UNEF, nous avons des partis pris : celui du maintien d'un service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche, celui d'une aide sociale accrue financée par l'Etat, celui d'un étudiant citoyen et acteur dans sa fac.

Nos propositions concrètes d'action avancée pour l'université, nous voulons plus les porter pour renforcer le mouvement étudiant. Avec nos six propositions (suppression des frais illégaux ; demi-tarif sur les transports ; embauche des Thésards au chômage ; réquisition de la Fac Pasqua ; « Zéro-Expulsion » ; déblocage des 215 millions gelés par le CNOUS), nous avons su mieux articuler actions concrètes pour faire respecter nos droits et réponses plus globales par rapport à l'université. Ainsi, lier la question de l'inscription de tous à celle de la réquisition de la fac Pasqua, nous a permis de mieux faire mesurer le scandale de la privatisation de l'Enseignement Supérieur. Ce congrès doit nous permettre d'avancer sur un syndicalisme force de propositions.

3) A L'UNEF, nous voulons être mieux ouverts et unitaires

Pour défendre nos droits, pour changer l'université, nous avons besoin d'être plus nombreux dans la riposte et la lutte.

Cela nous amène à nous poser des questions nouvelles sur l'ouverture et l'unité.

Il est vrai, depuis notre dernier congrès, nous avons progressé dans notre capacité à ne plus considérer la diversité comme un obstacle au rassemblement, mais à l'accepter voire la rechercher.

A plusieurs moments, nous avons su créer les conditions pour donner confiance et force aux développements des luttes étudiantes en créant l'unité la plus large notamment avec l'Unef-ID ; contre les attaques sur l'ALS, pendant le CIP, le rapport Laurent, plus récemment pour la réquisition de la fac Pasqua, nous avons fait front uni et cela a favorisé des victoires. Par-delà nos divergences, le débat renoué depuis Novembre 93 et poursuivi depuis par les deux syndicats étudiants a été un facteur considérable dans la maturation du mouvement étudiant.

Plus largement, depuis deux ans, des convergences nouvelles s'affirment, des revendications communes se développent : ainsi avec les syndicats enseignants sur les questions de moyens, de défense de la laïcité. On a même vu des présidents d'université avoir un rôle déterminant pour contribuer à la naissance de batailles d'ampleur, comme sur la question des suppressions de postes d'enseignants-chercheurs en Janvier 95. Convergences aussi avec des associations, comme celles de parents d'élèves ; on peut souligner et se féliciter du rôle moteur qu'a joué la FCPE dans le Collectif du 16 Janvier et aujourd'hui dans la création d'un carrefour laïc ; de plus en plus d'ailleurs, les parents d'étudiants interviennent et sont partie prenante du SOS-Ins-cription. Ou encore sur des questions plus ponctuelles comme sur la défense du Logement Social Etudiant avec des associations comme Droit Devant ou la CNL.

Enfin, convergence avec les syndicats de salariés, notamment la CGT et l'UGICT-CGT. Le lien est devenu indissociable entre formation et emploi, Enseignement Supérieur et entreprise. Défendre les droits de l'étudiant, désormais, passe par l'exigence d'un emploi stable et la reconnaissance du niveau de qualification du jeune diplômé. Combattre la précarité, imposer la création d'emplois, la revalorisation de salaires, nécessite le développement des luttes à ce niveau. Un premier pas a été réalisé autour des questions des étudiants salariés, un autre avec l'élaboration d'une charte du stagiaire en entreprise. Aller plus loin dans ce travail est essentiel pour le développement du mouvement étudiant.

Cependant, s'il existe

des avancées, il nous faut mieux

cerner la question de l'unité.

Trop souvent encore, par unité, ne pensons-nous pas unité au sommet des organisations et l'illusion ne traîne-t-elle pas que nous résoudrons ainsi la question de la construction de la lutte ?

A contrario, n'existe-t-il pas ainsi la crainte que nous perdions notre identité syndicale dans une dynamique unitaire ?

Mais l'unité n'est pas un choix tactique. C'est un moteur au développement des luttes étudiantes et sociales, cela donne confiance aux étudiants, c'est un gage d'efficacité pour gagner. Etre unitaire pour nous, c'est être mieux UNEF.

L'UNEF ne doit-elle pas se battre pour que la recherche d'unité s'appuie sur l'ensemble des étudiant et permette de les rassembler sans exclusive dans les actions futures ?

Aller au bout de cette démarche ne nécessite-t-il pas alors de mieux prendre en compte la formidable exigence à se défendre qui s'est développée sur nos facs ? Soyons attentifs à l'émer-

gence des associations qui se structurent pour faire face à des problèmes ponctuels toutes ne participent pas au développement d'un mouvement corporatiste, mais peuvent être marquées aussi par la volonté de lutter, citons seulement les associations de thésards, moniteurs allocataires.

Ici, les étudiants font front comme nous aux mesures gouvernementales. Ils peuvent par ailleurs nous côtoyer et agir avec nous, mais hésitent à franchir le pas. L'UNEF c'est pour résumer « trop engagé », « trop figé dans son fonctionnement », « trop institutionnel », comprenons qu'ils ne remettent pas en cause le rôle de notre syndicat en tant que tel, ni même son utilité, mais ne sentiraient pas l'appartenance à l'UNEF comme un plus pour leur bataille.

Cela doit nous amener à une double réflexion :

- la première : c'est savoir multiplier les gestes pour contribuer à la rencontre, au débat, à l'investissement de tous les étudiants et acteurs de l'université sans à priori, pour oeuvrer au développement du mouvement étudiant.

- la deuxième : ouvrir mieux notre structure à tous, rendre naturelle la question du syndicalisme, en faire l'affaire de tous les étudiants.

Progresser dans cette construction du syndicalisme étudiant mérite d'intégrer ces remarques dans le fonctionnement de nos structures, faire qu'à chacun des niveaux de notre organisation nous repensions notre pratique quotidienne.

B - Mieux faire vivre nos structures

1) Valoriser la place de l'adhérent.

Le poids et la portée de notre intervention viennent de l'addition et de la multiplication des gestes de riposte quotidienne. La force de l'UNEF c'est ses adhérents, leur capacité à mieux être porteurs de l'identité même du syndicat : ce que nous résumons sous la formule « d'adhérents pôles de rayonnement de l'UNEF à l'université »

Notre syndicat

grandit.

En se renforçant, notre syndicat se diversifie.

Mais cette diversité, mesurons-nous encore l'atout qu'elle constitue ? N'avons nous pas encore un schéma préconçu de ce que doit être un adhérent de l'UNEF ? Les adhérents UNEF de 1995 sont marqués par des réalités nouvelles ; pour les plus jeunes, ils ont intégré l'idée qu'à l'université, ils vont rencontrer surcharge de cours et manque de profs, bref, seront confrontés au manque de moyens. Dans le même temps, la crise, la peur du chômage, celle de l'exclusion sociale donnent à tous encore plus de détermination à parier sur les études ; se donner toutes les chances de les réussir. Ils

ont vécu les mouvements contre l'abrogation de la loi Falloux, contre le CIP et des reculs gouvernementaux d'ampleur. Cela a eu pour effet de faire grandir l'idée que c'est ensemble et unis que l'on peut gagner. Ainsi, ils refusent moins le fait de s'organiser si cela peut constituer un avantage pour leurs études, leur avenir.

Ils connaissent d'ailleurs mieux l'UNEF et la perçoivent comme une force qui compte à l'université.

A partir de cela, tout notre travail ne consiste-t-il pas à accepter ces étudiants tels qu'ils sont, avec leurs attentes, exigences et contradictions et non pas tels que nous voudrions qu'ils soient ? De créer les conditions pour que ce soient eux qui décident, orientent et organisent l'activité de l'UNEF ?

Inscrits en STS, IUT, Universités, Ecoles d'Ingénieurs, d'Infirmiers, Etudiants Chercheurs, boursiers, salariés vivant chez leurs parents ou en cité-U, pères ou mères de famille ; en colère, déterminés à tout changer ou tout simplement à la recherche de repères, perdus dans les méandres de l'université, ils sont différents. A nous de nous calquer sur leur rythme de vie, leurs activités, leurs centres d'intérêts... de rechercher les formes de militantisme qui correspondent le mieux à ce qu'ils font.

Doit-on faire l'impasse sur une adhérente de l'UNEF parce que salariée, elle ne peut participer à ses réunions d'association ou d'AGE ? Comment répondre à un autre étudiant dont la motivation première est de développer une activité culturelle dans son UFR ? Comment donnons-nous à tous les moyens de le réaliser aussi dans le mouvement syndical ? Faire que l'UNEF soit l'outil de cette réalisation ?

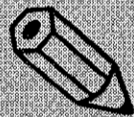
2) Renforcer la vie de nos associations

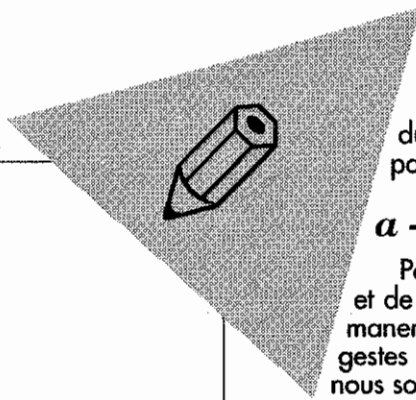
Etre offensif pour défendre nos droits d'étudiants nécessite d'agir au plus près des étudiants. L'association d'UFR, d'amphi, de cité-U ou d'école est la structure immédiate de riposte : dédoublement d'un TD, extension d'une BU, double correction d'une copie, l'association permet d'allier discours et geste radical. Elle est le lieu où les étudiants ont naturellement le plus de choses en commun et donc le meilleur endroit pour faire reculer fatalisme et individualisme, tisser de nouveaux liens de solidarité.

L'association UNEF doit être immédiatement utile à tous. Elle a besoin de vivre au rythme de l'UFR, de l'amphi, de la cité-U ou de l'école : répondre aux préoccupations de ses adhérents et des étudiants, être une structure ouverte, vivante, en prise avec l'actualité.

Combien d'entre nous tiennent des réunions d'association comme ils tiendraient des réunions d'AGE, voire un débat national ? Combien tenons-nous encore de réunions d'association pour les tenir, sans être convaincus de leur efficacité, sans tenir compte des emplois du temps des adhérents, en faisant impasse sur les problèmes de la filière et au final, sans proposer d'initiative ou susciter débat autour d'un projet d'initiative ? Et pourtant, au moment où l'université est prétexte à tous les remodelages et que les étudiants ont tellement besoin de comprendre et d'être confortés dans leurs aspirations, quand ils sont tant à souffrir du gigantisme des universités, de l'anonymat dans lequel ils sont placés, c'est dans l'association qu'il sera le plus facile de trouver et construire de nouveaux repères.

Enrichir la vie des associations, c'est y multiplier et diversifier nos initiatives, aider à créer des solidarités dans un esprit syndical, répondre d'abord à l'attente de nos adhérents : bataille pour l'exonération des droits d'inscription mais aussi pour le retrait d'un préalable (UV ou modules-barrages), bourse aux livres, projet de voyage en lien avec la filière, organisation d'un séminaire autour d'une question de cours, de groupes de révisions pour les examens, action de solidarité internationale, projection d'un film et débat, ouverture d'un foyer ; les initiatives sont





illimitées, qui peuvent renforcer notre pratique syndicale.

Penser le développement des associations comme l'essentiel du développement du syndicalisme étudiant signifie que c'est à cette échelle que nous devons d'abord poser les questions de renforcement et trésorerie.

a - Le renforcement :

Pour nous, contrer les attaques du gouvernement, c'est faire le pari de la solidarité et de la lutte étudiante. Cependant, être présents sur tous les tableaux, assurer la permanence de notre activité, nécessite d'être plus nombreux. Cela passe d'abord par des gestes simples : informer, montrer l'efficacité de notre organisation, faire valoir ce que nous sommes (activités, fonctions, revendications).

Lors de notre dernier congrès, nous affirmions qu'il n'y avait pas fatalisme à ce que le syndicalisme étudiant soit minoritaire à l'université. Depuis, nous avons multiplié les actes pour faire de la question du renforcement le geste simple voire naturel pour se défendre et être pleinement étudiant, à l'instar de notre affiche « l'UNEF tout simplement ».

Posée à l'échelle de la filière, la démarche est encore simplifiée. Mais au-delà du principe, il s'agit de la faire vivre.

Aujourd'hui ce n'est pas toujours le cas. Parce qu'il existe un frein à porter collectivement et massivement cette question. Pensons-nous suffisamment le renforcement comme facteur d'efficacité et de démocratie pour les luttes étudiantes ? Ne reculons-nous pas devant la surcharge de travail que représentent l'accueil de nouveaux adhérents, la gestion quotidienne d'une organisation de masse ? n'avons-nous pas peur d'être bousculés par des nouveaux adhérents qui ne nous ressembleraient pas ?

Nous hésitons parfois à envoyer un courrier, recontacter, proposer une initiative à un nouvel adhérent, un adhérent que nous n'avons pas souvent côtoyé. Nous allons même jusqu'à remettre en cause la validité de son propre engagement et par notre comportement, contribuons à lui occulter toute forme d'expression dans notre syndicat, puis nous prenons appui sur cela pour justifier que « nous avons raison, qu'il y a un problème avec l'adhésion » Certes, mais à qui la faute ? Aux étudiants qui cherchent le moyen le plus efficace pour se défendre ou à nous, réticents à ouvrir notre organisation pour leur offrir la possibilité d'agir ?

Au fond, nous considérons encore le renforcement comme un ralliement à notre analyse, un contrat strict avec notre syndicat.

Au lieu de cela, ce serait plutôt à l'association UNEF de prendre un engagement collectif d'être à l'écoute, recontacter, proposer des initiatives à tous ses adhérents, en débattre et décider avec eux, garantir que chacun compte pour un dans notre organisation. A elle encore d'arriver à solliciter la capacité d'initiative et d'intervention de chacun sans décider à sa place du degré d'utilité qu'il met lui-même à son adhésion. Ce débat, menons-le ouvertement.

Car, pour être réellement efficace, proposer à un étudiant de se syndiquer ou de reprendre sa carte ne doit pas rester l'affaire de quelques uns. Chaque adhérent de l'UNEF doit être en mesure de le proposer autour de lui à travers chaque action mais aussi à chaque moment de la vie étudiante. Amplifier le renforcement de l'UNEF, est un moyen de construire un rapport de force favorable aux étudiants, une garantie d'un syndicalisme riche et autonome.

b - La Trésorerie :

Combien de fois faute d'argent la sortie d'un tract, d'un journal, ne peut avoir lieu à temps et c'est toute une lutte qui s'en trouve affaiblie !

La question financière est une question syndicale à part entière : il nous faut la faire vivre comme telle.

Et d'abord en proposant systématiquement à nos adhérents de payer leur cotisation. Et pourquoi pas en plusieurs fois si ça peut les y aider. Comprendons-nous bien : un adhérent qui ne peut s'en acquitter reste pleinement un adhérent de l'UNEF. Pour autant, lui poser la question du financement de son syndicat n'est-il pas faire la preuve de l'autonomie de celui-ci et, donc de la souveraineté de décision sur toutes nos initiatives ?

Pour l'adhérent, n'est-ce pas un moyen supplémentaire de s'en sentir propriétaire et pleinement acteur ? De participer de bout-en-bout à la construction d'une lutte ? De mieux mesurer sa place dans l'Union Nationale ?

Car nous restons aujourd'hui trop dépendants des subventions d'université ou ministérielles. Le ministère le sait bien et essaie d'étrangler financièrement l'UNEF. Construire un syndicat, outil de la riposte étudiante nécessite, de poser publiquement et massivement la question de son financement jouer la transparence sur nos comptes.

L'UNEF fait le pari de défendre les droits étudiants au quotidien ; l'absence de moyens pour financer son activité en constitue une limite objective. Ne faut-il pas le poser ainsi aux étudiants ? Quand nous imprimons un quatre-pages, préparons une banderole pour une manifestation, lançons une initiative nationale comme le concert pour la réquisition de la fac Pasqua en Juin dernier, nous avons besoin de financer nos batailles : demander aux étudiants, enseignants, IATOSS d'y participer, n'est-ce pas les y associer pleinement, en faire leur bataille ? D'ailleurs, de nombreux exemples dans une UFR, un amphithéâtre, au Resto-U autour d'un badge, du «Nouveau Campus» nous montrent que quand on collecte, les étudiants répondent présents et l'interprètent comme il se doit, une contribution à la lutte, un moyen comme un autre de défendre leurs droits.

Etre public sur la question du financement de l'UNEF dans le climat actuel des affaires financières, c'est encore affirmer notre identité dans le mouvement étudiant.

Quand la FAGE et l'UNI proposent d'augmenter de 5 Frs les droits d'inscription pour la formation des élus étudiants, que l'Unef-ID préfère pour cela utiliser l'argent des FAVE, nous refusons cette taxation supplémentaire et appelons les étudiants à financer librement l'organisation de leur choix en toute transparence.

3) Une Union Nationale pour donner souffle et cohérence aux luttes

L'Union Nationale regroupe les adhérents de toutes les AGE qui ont la volonté de se mettre au service des étudiants pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux.

Aider à chaque niveau de notre syndicat à prendre du recul, analyser les coups portés, comprendre leur cohérence et donc mieux riposter, impulser l'activité nationale, travailler à la convergence des luttes et à leur extension, c'est le rôle que remplit actuellement l'Union Nationale.

Aujourd'hui nous sommes plus rarement confrontés à des projets globaux sur l'Enseignement Supérieur. Les attaques passent de plus en plus par les filières ou les facs, sur les questions plus spécifiques à l'aide sociale par les CROUS. Suite aux différentes politiques de délocalisations, la région est devenue également un axe géographique du remodelage de l'université. N'avons-nous pas alors à travailler à mieux mettre en contact les adhérents de l'UNEF d'une même filière ? Nous pourrions ainsi dégager des revendications et des batailles spécifiques à

une UFR, un cycle d'études pour avancer sur de nouveaux droits. C'est ainsi que nous avons agi pour relancer l'activité d'un secteur UNEF en direction des 3èmes cycles et fait grandir l'exigence d'un statut de l'étudiant-chercheur. Nous pourrions en faire autant en direction des étudiants en IUFM, BTS, IUT et dans un premier temps, d'UFR où notre pratique syndicale n'est pas encore suffisamment développée comme STAPS, Droit, Médecine - pour ne citer qu'eux. Un travail de La Vie des Associations prenant mieux en compte cette dimension, multipliant les fiches techniques et échos des initiatives réalisées, serait un atout considérable.

De même, n'est-il pas essentiel de renforcer l'activité des pôles régionaux de l'UNEF ? Depuis trois ans déjà, nous avons pris l'habitude de tenir des Rencontres Régionales. Pour y dégager des revendications et faire grandir des batailles spécifiques, pour gérer autant que possible la question des suivis et de l'implantation de l'UNEF à ce niveau. Ce choix a été bénéfique pour l'Union Nationale. C'est ainsi la région Rhône-Alpes qui a mené des initiatives communes sur les 50 % sur les transports, et créé ou relancé l'activité de notre syndicat à Chambéry, Montluçon, Roanne, Valence.

a - Des responsables de l'UNEF mieux acteurs dans leur syndicat :

Nous insistons souvent sur l'importance qu'il y a à ce que les responsables de l'UNEF, de l'association au Bureau National, soient une garantie de démocratie à l'intérieur de leur organisation. Nous le savons, cela se décline au quotidien : c'est le fait d'être à l'écoute de tous les adhérents, celui de mettre en oeuvre les moyens pour que chacun prenne place, ait droit de regard et de décision sur toutes les questions relatives à son syndicat, son fonctionnement. Pour ces raisons le premier geste du responsable UNEF est toujours de contribuer au développement de la vie des associations, structure la plus proche pour débattre et riposter.

Cependant, n'y a-t-il pas à aider nos responsables à l'être encore mieux ? La formation des adhérents et des responsables de l'UNEF fait partie des préoccupations majeures des AGE : l'Union Nationale y répond notamment par la tenue de stages nationaux et locaux qui essaient d'intégrer la diversité des expériences de ceux qui y participent. Mais au-delà, n'est-il pas essentiel que nos responsables animent plus la vie du syndicat ?

Pour aller dans ce sens, peut-être pourrions-nous réfléchir à un rôle accru du CN de l'UNEF ? Cela non seulement dans les prises de décisions mais encore dans leur mise en oeuvre (secteurs d'activités, commissions de travail, suivis d'AGE), ce qui pourrait constituer une dynamique supplémentaire. Loin de réduire le rôle du BN, cela le renforcerait dans sa mission de coordination de l'activité de l'Union Nationale, sans oublier qu'il est garant de la mise en oeuvre de l'orientation nationale.

b - Les Elus utiles et efficaces pour les luttes étudiantes :

Pour dénoncer les projets néfastes aux étudiants, pour faire entendre leurs revendications, leurs propositions, pour défendre leurs droits, nous disposons à l'UNEF d'un formidable outil : nos élus.

Les élections peuvent constituer un bon baromètre des luttes étudiantes. C'est ainsi qu'à l'UNEF, nous avons décidé de faire des élections un moment de débats et de luttes à part entière. Sur la base de plates-formes de revendications, en ouvrant nos listes à des étudiants en lutte, organisés par ailleurs ou pas, nous voulons prolonger les batailles engagées, leur donner force et cohérence, gagner à en faire l'affaire de tous. Ceci est vrai au niveau d'une filière comme au niveau national et peut contribuer à faire grandir le rapport de force.

- D'ailleurs les étudiants peuvent l'interpréter dans ce sens : ainsi Fillon, pendant le mouvement contre le rapport Laurent a-t-il pu mesurer le nombre d'étudiants s'emparant du vote universitaire pour montrer leur détermination contre les propositions qui y étaient contenues. De même ce sont plus de 50 % des étudiants, dans certains IUT qui après le mouvement contre le CIP se sont exprimés lors des élections universitaires pour continuer à exprimer leurs exigences.

Pour autant la volonté des étudiants d'être mieux pris en compte et de pouvoir peser sur les décisions des administrations ne s'identifie pas toujours au vote UNEF ; de plus, aujourd'hui ils sont toujours majoritaires à décider de ne pas voter lors des élections universitaires, à ne pas faire le lien entre leurs difficultés à l'université et le fait de se doter d'élus étudiants efficaces. Souvent ils se sentent en décalage avec le débat électoral tel que les organisations le portent, ne s'y trouvent en rien associés, ne perçoivent pas la différence entre les différentes propositions avancées, ne comprennent donc pas ou peu l'utilité de voter. Cela ne doit-il nous faire réfléchir à une préparation des élections plus ouverte ? N'y a-t-il pas tout d'abord à informer les étudiants des rouages de leur université, de ses conseils, leur donner mieux les moyens de comprendre le débat, les y associer pleinement, y compris en leur ouvrant nos listes ?

- Cela ne se fera sans le travail de nos élus actuels :

A contrario de notables ou d'étudiants professionnels, ils essaient d'être des étudiants, acteurs dans leurs cours, leur filière, et porteurs des revendications de tous.

Ainsi, les étudiants d'Histoire et de Lettre de Lyon 3 auraient-ils gagné une nette amélioration de la réforme pédagogique initialement proposée, sans l'intervention des élus UNEF du conseil d'UFR, qui ont été les seuls à réagir et qui ont aidé les associations à se tourner vers tous les étudiants pour les informer et décider avec eux des actions à mener.

Nos élus aux CROUS n'ont-ils pas eu un rôle-clé pour dénoncer en CA la décision du gel des 215 millions de francs en bons du Trésor, exiger l'octroi immédiat de ces fonds pour l'aide sociale étudiante, faire grandir cette exigence auprès des étudiants et aider à arracher ces crédits comme à Orléans, Montpellier, Rennes ?

Et combien de fois plus généralement, nos élus ont été à l'initiative d'AG de filières sur une question d'examens ou de réformes pédagogiques, sont intervenus pour gagner une dérogation, ont lancé l'offensive contre une expulsion en cité-U...

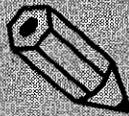
- Cela ne se fera pas non plus si nous n'associons pas plus nos élus à la vie de notre syndicat :

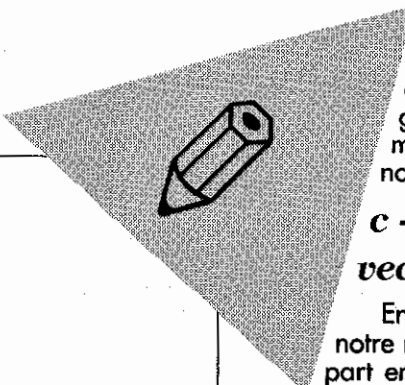
Pour autant, le travail de nos élus ne sera efficace que s'il touche une grande partie des étudiants, leur offre la possibilité d'être pris en compte, de riposter. Notre organisation compte des structures avec lesquelles l' élu doit travailler pour relayer plus rapidement l'information et l'action, élargir la bataille, la rendre lisible, accessible aux étudiants. Réciproquement ces structures doivent se servir de l' élu UNEF pour faire remonter les revendications et être l'écho des actions au sein des Conseils. Ainsi, de l'association de filière à l'Union Nationale, l' élu travaille avec tous les adhérents qui sont eux-mêmes des pôles d'information auprès des étudiants de leur filière. En étant acteur de la vie de son association, l' élu met tous les atouts de son côté et de celui des étudiants pour être mieux efficace.

C'est en développant cette démarche que nous entendons préparer les élections aux CA et aux CROUS cette année universitaire.

Replacées dans le contexte des attaques qui nous sont aujourd'hui portées, leur enjeu est immense.

Quand le gouvernement avance sur la privatisation de l'Enseignement Supérieur et la casse de l'aide sociale, il est besoin d'une UNEF plus influente dans les conseils. D'ores et déjà ne nous faut-il pas réfléchir à la manière dont nous allons nous adresser aux étudiants, en faisant





s'exprimer et grandir leurs exigences, en démultipliant avec eux les ripostes d'amphi, d'UFR, de cité-U, nationales, en leur proposant de faire des élections un grand moment de lutte, en leur donnant les moyens de s'emparer du vote UNEF, de militer pour lui ? La bataille que nous entendons mener sur le Statut de l'Etudiant va nous aider à avancer dans ce sens.

c - Un « Nouveau Campus » vecteur de notre activité :

En Novembre 92, nous prenons la décision de relancer la publication régulière de notre revue le « Nouveau Campus » et de lui faire acquérir la dimension d'un journal à part entière. Une telle décision n'était pas légère, impliquant des efforts conséquents, notamment d'un point de vue financier et militant. Jusqu'à présent, le pari a été tenu et s'il reste encore beaucoup à améliorer, il s'agit de mesurer l'atout que cela représente pour l'activité de l'orga.

De quatre pages, le « Nouveau Campus » est passé à douze, maintenant, à quelques exceptions près, le rythme d'une parution tout les deux mois. Dans le même temps, les thèmes se sont diversifiés cherchant à couvrir un domaine plus large que celui seul de l'actualité universitaire. Mais surtout, le Nouveau Campus reste, à l'heure actuelle, le seul journal syndical étudiant. Un journal qui se veut être avant tout un support d'informations dans lequel les étudiants puisent les éléments dont ils ont besoin pour mieux comprendre l'université où ils évoluent, les débats qui s'y passent.

Un journal aussi, où ils retrouvent des sujets qui les intéressent dans leur vie d'étudiant, dans leur vie de jeune. La combinaison s'est ainsi faite entre l'actualité des luttes, les infos sur les droits, les pages culture, et des dossiers tels que celui sur le CIP, les cité-U, les femmes, le rapport Laurent, l'Algérie, les élections présidentielles.

En cela, il est l'outil complémentaire et nécessaire au reste de notre propa, reflet de ce qu'est l'UNEF à différents niveaux.

Aujourd'hui, la décision nous appartient de poursuivre sur la même voie et de le faire progresser encore plus. Cela passe par différents gestes.

Tout d'abord, celui de le faire partager encore plus à notre organisation. Combien d'adhérents ne prennent pas toujours le temps de le lire, de prendre connaissance de son contenu ? De cela, dépend l'efficacité de la diffusion. Car là aussi, les réflexes restent à acquérir. Prendre la décision de faire partager largement les informations, c'est aussi se donner les moyens d'organiser sa diffusion, d'en faire le partenaire systématique de nos initiatives. C'est décider de collecter, pour que les étudiants s'en emparent pleinement comme d'un vrai journal et plus simplement parce que c'est un support qui s'y prête parfaitement, aidant pour beaucoup à l'activité des associations.

Enfin, il reste à définir tous ensemble les améliorations qu'il reste à lui apporter. Ce journal c'est celui de tous les adhérents de l'UNEF et c'est à eux, à nous, de décider de ce que l'on veut en faire.

Du contenu à la forme, le débat reste ouvert avec, en ligne de mire, ce qui nous a motivé à entreprendre une telle initiative : permettre à un maximum de personnes d'avoir accès à des informations, des analyses qu'ils ne trouveront pas ailleurs.

4) Une activité internationale renouvelée

De la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, du Vietnam, aux batailles récentes contre les essais nucléaires, notre rencontre avec des étudiants néo-zélandais, la solidarité internationale est une composante essentielle de l'identité de l'UNEF. Notre syndicat est d'ailleurs membre fondateur de l'UIE, structure internationale qui regroupe la majorité des syndicats étudiants.

Cette dimension gagne en importance : aujourd'hui encore plus qu'hier, nous assistons à une globalisation des attaques contre l'Enseignement, notamment dans le cadre de Maastricht. En Europe, les problèmes posés aux étudiants se déclinent autour de la hausse du coût des études, des attaques contre l'aide sociale, la privatisation, la dévalorisation des diplômes et la montée du chômage.

La formation comme moyen d'émancipation est remise en cause globalement et partout avec un acharnement accru. Les tentatives de précarisation de la jeunesse dans son ensemble se multiplient.

Face à ces attaques, des exigences nouvelles font jour, là aussi partout dans le monde. Ces dernières années, les mouvements étudiants se sont multipliés et ont une place prépondérante dans l'ensemble des mouvements sociaux, ou de libérations nationales.

C'est le cas en Belgique, en Italie où 500.000 étudiants sont descendus dans la rue contre la privatisation de l'Enseignement Supérieur en 90, en Espagne contre la hausse des frais d'inscription... Mais aussi au Brésil, à Cuba, en Afrique du Sud...

Effet de la fin de la bipolarisation du monde, ces résistances et leur organisation revêtent souvent des formes nouvelles.

Aujourd'hui, l'UNEF décide de reprendre à bras-le-corps cette question de solidarité internationale. sur une base simple : oeuvrer au plan international comme en France au rassemblement le plus large pour faire respecter les droits des étudiants, poser les jalons et multiplier les initiatives pour en gagner de nouveaux.

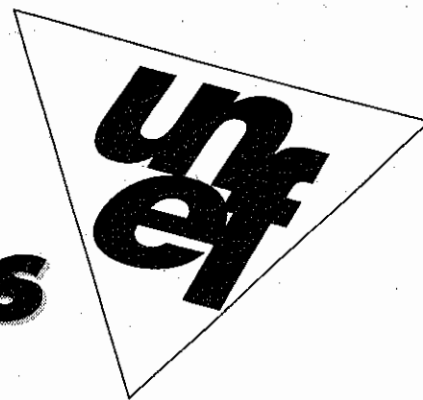
Cela a motivé notre entrée à la FMJD, structure issue de la lutte anti-nazi et fasciste, et qui contribue aujourd'hui à unifier, dans sa diversité les jeunes progressistes parmi lesquels de plus en plus d'associations d'étudiants.

Dès maintenant nous voulons multiplier les actes de solidarité, agir :

Nous pourrions privilégier quatre axes d'interventions pour cela :

- La défense des étudiants étrangers dans les facs françaises et la recherche de contacts avec leurs organisations.
- La participation sur le territoire français à des initiatives de soutien aux jeunes et aux étudiants en lutte (rassemblements, débats...).
- Un travail accru au sein de l'UIE et la FMJD dont notre première contribution pourrait être l'organisation d'une «rencontre européenne des étudiants»(avec la question d'un Statut Social de l'Etudiant).
- Les campagnes de solidarité immédiate et d'aide matérielle, notamment grâce à un partenariat avec le Secours Populaire Français.

APPEL AUX ETUDIANTS



Comme toi, nous sommes jeunes et étudiants. Comme toi, on nous dispute le droit de l'être pleinement. Sélection à tous les niveaux d'études, cherté de la vie et manque d'aide sociale, amphithéâtres surchargés et cours sclérosants, spectre du chômage... tout est conjugué pour nous pousser à renoncer. Comme toi pourtant, cela renforce notre détermination à rester étudiant, sortir avec un diplôme qualifiant, avoir cette double garantie face à la crise. D'ailleurs, nous refusons d'être étudiants et jeunes au rabais ; ce n'est pas à nous de payer la note de la pénurie budgétaire : nous voulons vivre à 100 %.

Ces derniers temps, toi comme nous, nous avons fait l'expérience de luttes victorieuses, locales comme nationales : cela nous a amené à plusieurs réflexions :

▲ D'abord que ce n'est pas en restant sans rien faire que nous nous en sortirons.

▲ Ensuite que c'est l'union et le nombre qui font la force.

Nous, c'est ce qui nous a amenés à parier sur le syndicalisme, choisir l'UNEF. Pour nous défendre et avoir une structure pour cela au quotidien. Parce que l'UNEF nous est apparu l'outil le plus approprié pour cela ; la preuve par le SOS-Inscription, le SOS-TD, les batailles pour le versement des bourses et AIE, celles pour la réquisition de la fac Pasqua.

Pour nous, être syndiqués, ce n'est pas être moins, mais mieux jeunes et étudiants ; ce n'est pas une entrave mais un tremplin pour agir, individuellement comme collectivement. C'est encore ne pas se résoudre à ce que l'Enseignement Supérieur engendre mal-vie et exclusion, vouloir changer l'université et s'en donner les moyens.

Quand certains disent que « cela équivaut à faire de la politique, que le syndicalisme étudiant est prisonnier des partis de gauche » : nous objectons que l'université nous la côtoyons tous les jours, que c'est notre affaire et nous ne voulons pas laisser à d'autres le pouvoir de décider pour nous et contre nous.

**Quelles que soient, par ailleurs, nos sensibilités, opinions, engagements ou non, nous avons décidé de nous rassembler, débattre, agir.
D'être citoyens tout simplement !**

L'UNEF doit évoluer et nous le savons, nous avons besoin d'un syndicat plus vivant, plus accueillant, plus indépendant ; cela, nous y parviendrons en nous ouvrant à tous et à toi tel que tu es, sans te demander de changer. A l'UNEF de t'être utile et non à toi de t'adapter.

N'est-ce pas cela être l'outil de tes luttes ?

Mais, toi aussi, tu peux nous être utile. La meilleure garantie pour construire cette organisation, c'est que tu contribues à cette construction, que tu la renforces de ta personnalité, ton expérience, tes idées, bref que tu te syndiques.

Cependant, même si nous tentons de désacraliser la question, nous savons que se syndiquer quand on est étudiant, n'est pas un geste naturel ; que les syndicats étudiants en général, l'UNEF en particulier, ne sont pas toujours perçus comme des structures démocratiques, efficaces. Nous sommes conscients de ne pas avoir le monopole des discours et des ripostes sur les campus. Nous sommes persuadés, encore que même s'ils ont moult liens avec nous, une partie des étudiants décidera de continuer à agir sur leur fac, mais en refusant de s'organiser. Cela ne doit pas constituer une entrave à ce que nous nous respectons, écoutons, voire à ce que chaque fois que c'est possible, contrions ensemble les attaques qui nous sont portées.

Avec son 77ème Congrès, l'UNEF entend mieux occuper la place qui est la sienne : celle d'un grand syndicat qui prenne en compte toutes les dimensions de la vie étudiante. Ce congrès, nous avons à cœur de le préparer publiquement et d'abord avec toi. Dès maintenant, l'UNEF et ses associations se mettent à ta disposition

▲ Pour se retrouver dans notre amphi, UFR, fac ; poser, discuter des problèmes qui nous gênent voire empêchent nos études et trouver ensemble les formes d'actions pour mieux vivre notre université au quotidien.

▲ Pour que, quelques soient par ailleurs nos liens, nous engagions un grand débat national, fassions converger nos efforts pour la défense d'un Enseignement Supérieur public et laïc, la reconnaissance d'un véritable statut de l'étudiant qui le considère comme un investissement et non une charge pour l'Etat, intègre la gratuité des études, l'aide personnalisée, l'accès aux soins et à la culture.

C'est unis que nous gagnerons !

**ET MAINTENANT,
À TOI LA PAROLE !**

Voilà ma contribution, ce que j'ai à dire

Supplément à " UNEF Inform "

Octobre 1995 - C.P. N° 1142 DE 73 - 52, Pailleron - 75019 PARIS

Ce texte a été adopté par le Collectif National de l'UNEF le 9 octobre 1995. Il est destiné à être remis à chaque adhérent de l'Union Nationale des Etudiants de France et à permettre une discussion préparatoire au 77^{ème} Congrès, la plus ouverte et la plus large possible.

Abonnement 1 an = 60 F Soutien 200 F
(Nouveau Campus + Guide de l'étudiant)

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
 Ville :

Chèque à l'ordre de FE-UNEF
52 rue Edouard Pailleron
75019 Paris - Tél : 42.45.84.84

3615 UNEF
Rubrique
Nouveau Campus



Etre plus nombreux, c'est être plus forts pour se défendre
Rien n'est plus efficace que de s'organiser pour gagner
MOI AUSSI, JE REJOINS L'UNEF

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
 Ville :

Tél. : Université :

Filière :

Bulletin à découper ou à reproduire et à renvoyer à UNEF • 52, rue E. Pailleron • 75019 Paris

Union Nationale des Etudiants de France
52, rue Edouard Pailleron - 75019 PARIS
Tél. : (1) 42 45 84 84
Prix : 5 F